

La Lettre de la RMF UE



Alors que l'opération militaire en Libye n'est pas encore achevée, le ballet de la reconstruction est lancé et l'UE y trouve une pleine légitimité au travers de l'utilisation possible de l'ensemble des instruments civils et militaires dont elle dispose. Encore une fois, la variété de ces instruments offre à notre union un atout maître : l'approche globale.

Mettre en œuvre ces outils de manière cohérente, coordonnée mais surtout efficace est un vrai défi pour le [Service européen pour l'action extérieure](#) dont la montée en puissance est à peine terminée. Par exemple, les processus longs et itératifs qui conduiront à une véritable stratégie de l'UE pour le Sahel et la Corne de l'Afrique illustrent la complexité à faire pleinement coopérer des acteurs de tous horizons au profit de l'action extérieure de l'Union européenne.

Quant à l'aspect gestion des crises au sein du SEAE, les volets militaire et civil de la [PSDC](#) y constituent une seule et même politique. Outre leur implication dans la planification et la conduite des opérations militaires, les experts militaires contribuent au volet civil de la PSDC en y apportant leur savoir-faire en matière de planification opérationnelle et de mise à disposition de spécialistes et d'équipements spécifiques. Ainsi, cette édition d'octobre met l'accent sur certains des outils civils qui la composent et présente l'un de ses acteurs majeurs, M. [Agostino Miozzo](#), directeur général pour la réponse aux crises et la coordination opérationnelle. Son éclairage, sous la forme d'une interview, montre à la fois la complexité des interactions internes au SEAE mais aussi avec la [Commission](#), tout en révélant le formidable potentiel qui peut s'en dégager.

Vice amiral d'escadre Xavier Païtard
Chef des représentations militaires françaises à l'UE et à l'OTAN

Actualité

La stratégie européenne au Sahel, l'épreuve de la crise libyenne

L'évolution accélérée qu'a connue la crise libyenne dans les dernières semaines a ramené au premier plan de l'actualité les problèmes sécuritaires des pays voisins. Le [Comité politique et de sécurité \(CoPS\)](#) s'est donc saisi du problème et a examiné, lors de sa séance du 20 septembre dernier, les informations prodiguées par le directeur général Afrique du SEAE, N. Westcott, sur les conséquences de la crise libyenne dans la région sahélienne. La finalisation de [la stratégie Sahel](#) revêt, à l'issue de ces délibérations, une urgence accrue. Cette stratégie, dont le développement a commencé en octobre 2010, a été le fruit d'une coopération institutionnelle inusitée, associant la Commission (à l'époque DG Développement, Relex et AidCo), les structures de gestion de crise ([CMDP](#) notamment), et le coordinateur antiterroriste de l'UE, M de Kerchove ([ici une vidéo](#)). Cette stratégie opte pour une approche indirecte centrée sur l'aide à la construction de capacités des pays de la région, et met l'accent sur la coopération régionale. Le CAE a validé les principes majeurs de ce plan : le choix d'une approche intégrée, qui associe consubstantiellement sécurité et développement, la concentration de l'aide de l'UE sur trois pays de la zone (Mauritanie, Niger, Mali) et la décision de retenir quatre axes (développement, bonne gouvernance et résolution des conflits internes/action politique et diplomatique/sécurité et Etat de droit/lutte contre l'extrémisme violent). Le détail des actions entreprises doit faire l'objet de propositions élaborées par le SEAE, qui seront présentées prochainement au CoPS.

Dans le domaine de la sécurité (axe n°3), l'essentiel de l'action envisagée repose sur l'utilisation des instruments financiers ([Instrument de stabilité](#) et [FED](#)), en vue d'appuyer la montée en puissance des structures de sécurité des trois pays. La police, la gendarmerie, l'administration des douanes, les gardes frontières, le secteur de la justice et l'administration pénitentiaire devraient en être les principaux bénéficiaires, par le biais d'aides matérielles (équipement, infrastructure, formation). L'éventualité d'une mission relevant de la PSDC, dont l'objet pourrait porter sur la formation de ces forces de sécurité, n'est pas non plus à exclure.



Visite au Mali de M. LOPEZ
BLANCO

Focus du mois

La CPCC et la gestion civilo-militaire des crises

La Capacité de Planification et de Conduite Civile (CPCC) vit au quotidien la coopération civilo-militaire de manière concrète.

La CPCC a pour mission de planifier et de conduire les missions civiles de la PSDC sous le contrôle politique et la direction stratégique du comité politique et de sécurité (CoPS).

La CPCC a un effectif réalisé de 64 personnels, dont 11 renforts sous budget des missions. Elle est dirigée par l'Ambassadeur [Hansjörg Haber](#). Il a pour adjoint le général de corps d'armée de Gendarmerie (détaché) Janvier. Elle

est constituée de fonctionnaires européens et de fonctionnaires nationaux de haut niveau détachés, magistrats, policiers et gendarmes. Les missions conduites couvrent le spectre des principales attributions civiles régaliennes d'un Etat, à l'exception des services de secours : gendarmerie, police, douane, gestion des frontières, administration civile, justice, système pénitentiaire, auxquelles s'ajoutent des activités d'observation de cessez le feu.

Les statuts de la CPCC lui donnent la responsabilité de rédiger les options stratégiques civiles, de produire les Concepts d'Opération (CONOPS) et d'assister les chefs de mission dans la rédaction de leur Plan d'Opération (OPLAN). Le Directeur de la CPCC, commandant permanent de l'ensemble des opérations civiles, assure actuellement la conduite de 8 missions civiles. Il a ainsi la responsabilité des quelques 4000 personnes déployées.



Hansjörg
HABER

La CPCC a fait le choix d'adopter les mécanismes de planification opérationnelle militaire pour les missions civiles, avec aujourd'hui une expérience de 10 ans. Une génération de fonctionnaires européens s'est ainsi appropriée la méthode, puis l'a adaptée aux besoins des missions civiles et de leur gouvernance par les Etats membres. Pour sa planification, la CPCC recrute en outre quelques officiers des gendarmeries européennes, formés à la planification militaire et experts des domaines d'activité civile. Le fait que la Crisis Management Planning Directorate ([CMPD](#)) et l'Etat Major de l'Union Européenne ([EMUE](#)) travaillent dans les mêmes locaux, conduit aussi à un échange constant entre les différentes unités de planification, les uns donnant accès à leur planification avancée et partageant leur analyse militaire, les autres contribuant à la nécessaire prise en compte de la dimension civile au sein des opérations militaires. Cette "interopérabilité" se retrouve dans la structure, puisque le choix a été fait de ne pas dupliquer les spécialités médicales, transmissions et logistiques présentes au sein de l'EMUE, qui soutient systématiquement la CPCC dans ces domaines. Ainsi, lors de la planification de la mission civile d'observation en Géorgie, l'EMUE a contribué à la planification du transport et de l'arrivée sur le théâtre, aspect crucial du succès d'un déploiement rapide.

C'est en Guinée-Bissau, dans le cadre d'une mission de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), que le degré le plus élevé de coopération civilo-militaire a été enregistré. Ce travail de coopération interne permet aujourd'hui de coordonner beaucoup mieux les missions civiles et les opérations militaires de l'UE lorsqu'elles se côtoient, comme en Bosnie par exemple. Mais il permet aussi de travailler beaucoup plus aisément avec d'autres acteurs militaires, comme l'OTAN. L'acculturation des missions civiles aux procédures militaires est alors une indéniable plus value. Ce que démontrent les missions en Afghanistan et au Kosovo.

En respectant les attributions de chacun et sans préjuger des réflexions en cours, on constate que, pour l'aspect opérationnel, le civilo-militaire est d'ores et déjà une réalité au sein des institutions européennes de gestion de crise.

La force de gendarmerie européenne, un outil « mixte » pour la PSDC

La [Force de Gendarmerie Européenne](#) (FGE), regroupe les Etats membres de l'Union européenne (UE) disposant de forces à statut militaire de type Gendarmerie (FSMTG). Projetable sous chaîne de commandement militaire ou civile, elle peut mener à bien tout ou partie des missions dévolues aux forces de police les plus modernes. Elle peut être engagée dans des situations très dégradées dans le sillage immédiat d'un dispositif de puissance.

La FGE possède une capacité initiale de réaction rapide de 800 militaires, dont 347 gendarmes français, en moins de 30 jours à compter de la décision d'engagement.

Elle dispose d'un cadre juridique qui prévoit trois statuts :

- celui de membre, ouvert à tout Etat membre de l'UE ayant une FSMTG (les 5 pays fondateurs et la Roumanie depuis décembre 2008) ;
- celui d'observateur, ouvert aux pays candidats à l'UE ayant une FSMTG (la Turquie depuis mai 2009) ;
- celui de partenaire, ouvert aux Etats membres de l'UE et aux pays candidats à l'UE qui ont une force de sécurité à statut militaire possédant certaines compétences en matière de police (la Pologne et la Lituanie depuis respectivement mars 2007 et décembre 2009).

La direction et la coordination politico-stratégique de la FGE sont assurées par un comité interministériel de haut niveau (CIMIN). Il est composé, pour la France, du [DGGN](#) et d'un haut fonctionnaire du MAEE. Pour l'année 2011, la présidence du CIMIN, est tenue par l'Espagne.

Prioritairement appelée à servir la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), la FGE peut être engagée au profit d'autres organisations internationales ([ONU](#), OTAN, [OSCE](#), notamment). Elle peut à ce titre renforcer ou remplacer des forces de police locales perfectibles ou déficientes. Elle peut également participer à des opérations humanitaires, de réforme du secteur de la sécurité ou à des actions de formation.

La FGE est déployée depuis 2009 en Afghanistan au titre de la mission de formation et d'accompagnement de la police afghane ([NATO Training Mission in Afghanistan, NTM-A](#)), à hauteur de 416 militaires dont 166 gendarmes français.



Entretien avec :



Le Docteur Agostino MIOZZO
Directeur général pour la réponse aux crises et la coordination opérationnelle
du SEAE

Directeur exécutif pour la réponse aux crises et la coordination opérationnelle depuis le 2 décembre 2010, le Docteur Agostino MIOZZO a passé l'essentiel de sa carrière au ministère des Affaires étrangères italien. Médecin de formation, il dispose d'une expérience conséquente dans le domaine de la protection civile. Le docteur Miozzo a été coordinateur des opérations d'urgence au ministère de Affaires étrangères italien de 1991 à 2001, puis Directeur du bureau des relations internationales et des volontaires de la protection civile italienne depuis 2002. Il s'est ainsi engagé en tant qu'humanitaire dans de nombreuses crises comme la Yougoslavie, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Rwanda, l'Irak, l'Afghanistan, en Amérique centrale (après le passage de l'ouragan Mitch), en Corée du Nord, au Sri-Lanka après le Tsunami de 2004, dans le sud Soudan, en Iran après le tremblement de terre de Bam, en Ossétie après la prise d'otages de Beslan et aux États-Unis après le passage de Katrina, enfin en Haïti après le tremblement de terre de 2010.

Pour une traduction en français de cet entretien : [TRADUCTION](#)

1/ Docteur, vous êtes le directeur général pour la réponse aux crises et la coordination opérationnelle du SEAE, vos fonctions vous amènent donc à être à la charnière entre la Commission et le SEAE. Pouvez-vous nous présenter le périmètre de vos fonctions tel que vous les percevez ?

The EEAS Crisis Response Department has the responsibility to closely follow developments in the world in order to enable the EEAS to respond to potential and emerging crisis at short notice.

Reporting directly to the High Representative (HR) Catherine Ashton and working closely with the EEAS Executive Secretary General (ESG), the Managing Director for Crisis Response undertakes specific missions, on behalf of the HR, in crisis areas (e.g. crisis in Libya and Ivory Coast), and is responsible for ensuring coordination within the EEAS in consultation with the ESG, by convening and organising the EEAS Crisis Platform meetings and ensuring the Secretariat of such meetings.

The Managing Director for Crisis Response has also the following tasks:

- he advises the High Representative and her press team on communication aspects of crisis response;
- he is responsible for the management of the EU Situation Room (EEAS), which supports the Crisis Platform, and provides worldwide monitoring, current situation awareness, and front line service for the EU Delegations and CSDP Missions/Operations, 24 hours a day, 7 days a week, the year around
- he is the Official conducting crisis management exercises such as CME11 and ML12

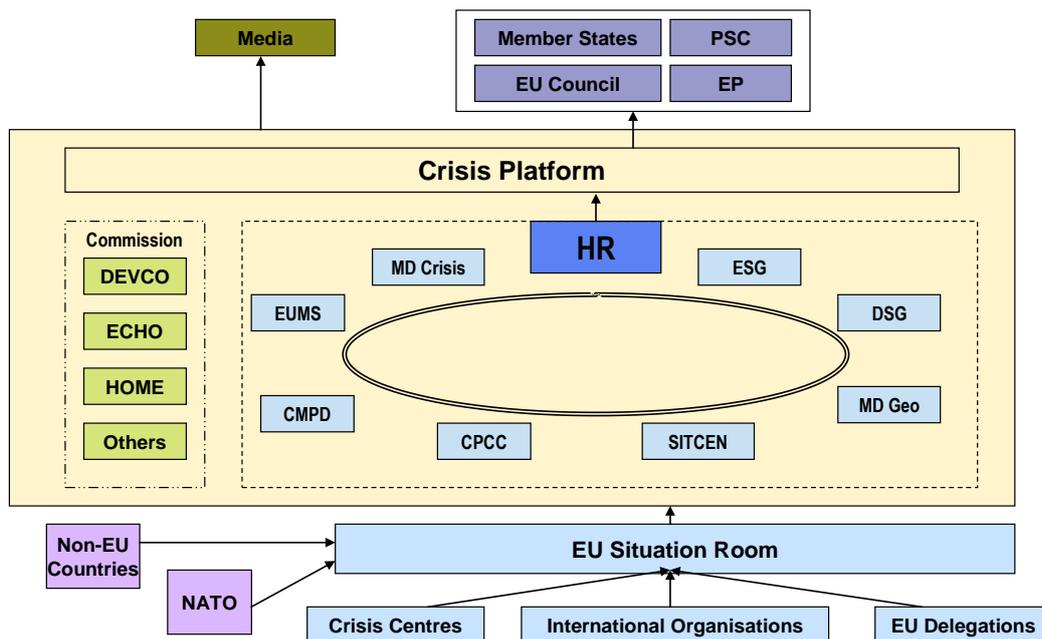
2/ Le traité de Lisbonne vise, dans le domaine de la gestion des crises, à mettre en cohérence les outils civils et militaires de l'action extérieure de l'Union européenne. Avec votre expérience, quel regard portez vous sur cette cohérence et quelles doivent être d'après vous les pistes pour l'améliorer ?

EU crisis management instruments are subject to different institutional and decision-making processes. Effective coordination of the whole range of crisis management instruments (civilian and military) remains the most important challenge.

My main task, as the EEAS Managing Director for Crisis Response, is to assist the High Representative in her responsibility to ensure the coherence and coordination of the EU's external action specifically in the field of crisis management and response.

The challenge for the EEAS is to ensure that our crisis response/management tools are coherent and well-coordinated. In that regard, the EEAS **Crisis Platform** can play a very important role. The Crisis Platform brings together various EEAS crisis response/management structures (CMPD, Crisis Response, CPCC, EUMS, SitCen) as well as relevant geographical and horizontal EEAS Departments, and the relevant European Commission services (ECHO, DEVCO, FPI, etc.). The Crisis Platform provides quick operational coordination which allows the EU use all instruments at its disposal when responding to crises: political, diplomatic, military, economic, development, humanitarian.

The EEAS Crisis Platform



3/ Vous êtes un acteur européen important de la crise libyenne. Quelles sont les perspectives d'action de l'union Européenne ?

Being operational on the ground is of utmost importance. The wide range of EU instruments will materialise in staff being deployed on the ground to act concretely (e.g. rapid implementation of projects). I believe we have given some evidence of this with the deployment, this year, of EU inter-service missions in Libya and in Ivory Coast. In Benghazi and in Tripoli, the Libyans were grateful for a timely EU presence.

Libya is now embarking on a historic transition process that should be based upon the respect for democratic values and human rights. The EU is ready to support the possibility for the Libyan people to realise their aspirations for a democratic society, to help Libya build a democratic constitutional state and to develop the rule of law.

At the request of the High Representative Catherine Ashton, I have led several EU missions to Libya during the last months (Benghazi and Tripoli). The EU has established Offices in both Benghazi and Tripoli. The EU flag now flies over the EU offices in both Benghazi and Tripoli. The EU flag is a symbol not just of our solidarity with the Libyan people, but of our practical commitment. I am very proud of the work we've done in the last weeks and of the professionalism of our staff, both in Tripoli and in Brussels.

The EU Office in Tripoli remains very active. We have now experts working on border management, police, visa, and EU programs. The office hosts experts from the EEAS and the European Commission. The new delegation building is operational and holding some of the meetings, including the weekly EU coordination meetings with all EU ambassadors. We are currently working on the following issues: border management, civil society/women's rights, and public messaging. In that regard, we are preparing the deployment of three teams of experts to Libya to carry out the actual assessment. EEAS staff, particularly through our office in Tripoli, will be closely associated with the assessment process and overseeing the whole process.

[Lien pour retrouver les numéros précédents de la Lettre d'information RMF sur le site de la représentation permanente de la France à l'Union européenne.](#)

[Pour s'abonner à la diffusion numérique de la lettre d'information RMF, envoyer une demande à : repmilue.bruxelles-dfra@diplomatie.gouv.fr](mailto:repmilue.bruxelles-dfra@diplomatie.gouv.fr)

